

Enbarrak

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
11 mars 2010
n° 2119
1,30 €

Irlande :
résolution de conflit

Dimanche
le vote
BATERA





Convaincre

TROIS-QUARTS des communes, 160 bureaux de votes, totalisant 90% de la population d'Iparralde, le décor de la consultation de Batera dimanche prochain est planté. C'est un exercice démocratique d'envergure que les responsables de l'association mettent en œuvre en marge du scrutin régional. Il faut louer la remarquable ténacité des promoteurs de la consultation et la mobilisation militante qui la porte.

Car dans cet hexagone sanglé dans ses rigidités jacobines, toute tentative de donner la parole au peuple relève de la gageure. Le recours à la violence pour faire avancer les revendications est condamné, les auteurs pourchassés et lourdement condamnés. Mais dans le même temps, toute alternative d'une démarche citoyenne pacifique est confrontée à l'hostilité exacerbée des pouvoirs publics. On le voit avec le harcèlement contre Laborantza Ganbara. On le vérifie avec la consultation Batera. Les tentatives d'intimidation du préfet, le refus plein d'aigreur d'un Espilondo de favoriser de quelque manière que ce soit l'organisation du vote à Anglet témoignent de ces verrous anti démocratiques qu'on ne parvient pas à faire sauter.

Et ce n'est pas, en l'occurrence, une question de droite ou de gauche. Tous s'accordent pour refuser aux citoyens toute possibilité d'expression sur les enjeux locaux d'importance. Ce n'est même pas une question de légalité puisque, précisément, la loi n'écarte pas la possibilité de ces consultations populaires d'intérêt local. Mais loin de favoriser l'expression citoyenne, la pratique jacobine des pouvoirs publics français ne vise qu'à l'entraver.

Pourtant en dépit de ce contexte d'hostilité institutionnelle, la question de la pertinence d'une collectivité territoriale pour Iparralde est plus que jamais d'actualité. Certes chacun ne met pas la même réalité derrière le mot. La perspective d'un affaiblissement de l'échelon départemental dans le cadre d'une éventuelle réforme des collectivités territoriales, et peut-être même sa disparition à moyenne échéance, ont modifié les termes de la revendication. Elle l'a fait glisser de l'exigence d'un département à celle d'une collectivité territoriale à statut spécifique. C'est une avancée significative pour nous abertzale.

Mais ne nous y trompons pas, qu'il s'agisse d'une super communauté de communes dotée de compétences élargies, ou d'une collectivité à statut particulier aux pouvoirs spécifiques, il faudra faire preuve de beaucoup de pédagogie pour que la revendication ne fasse pas l'objet d'un rejet massif de la société d'Iparralde. Le sort réservé par les Corses et les Guadeloupéens et, plus récemment, par les Martiniquais et les Guyanais, aux propositions de collectivité territoriale unique doit nous servir de leçon.

En dépit de l'organisation rendue difficile par l'hostilité des pouvoirs publics, et peut-être en raison même de ces difficultés, la participation à la consultation de dimanche prochain et la réponse à la question posée seront des indicateurs précieux pour déterminer la stratégie à venir. L'équation est à une seule inconnue, mais de taille: comment faire endosser par une majorité des citoyens d'Iparralde la nécessité vitale d'une collectivité spécifique à notre territoire. Il ne s'agit pas seulement de dénoncer un Etat lointain, dont le rôle protecteur s'effiloche de jour en jour, ou une région Aquitaine essentiellement centrée sur le devenir de l'agglomération girondine, ou encore un département soumis aux intérêts béarnais. Il faudra convaincre la majorité des citoyens, encore très jacobino-compatible, qu'un pouvoir de décision proche des populations est la seule voie pour un développement culturel, social et économique harmonieux et durable d'Iparralde.

Bozka Batera Bai !

DATORREN martxoaren 14 et 21ean, igandez, Iparraldeko bozkatzaileak deituak dira eskualdeko ordezkarien hautatzerat. Ezin dugu erran hauteskunde kanpaina honek ukan duela oihartzun handirik, eta gutti izan behar dira bozkatuko dutenak, baten edo bestearen alde, programa baten arabera. Alderdi guziek inbestimendu minimoak egin dituzte kanpaina honetan, eta orokorki engaiamendu gutti. Hauteskunde erregionalak izanik ere, sentitzen ahal dugu helburu nazionala dela jokoan.

Eta abertzaleak zertan? Enbata-ren irakurleek sentitu luke te gauzak ez direla hain argi gure abertzale mikrokosmosean... Gure astekari politiko maiteenaren lehen orrialdeak, aste batetik bestera, baten edo bestearen alde. Editorialak berdin. Eta militanteen kronikak ez beti lehen orrialdearen ildo beretik ere...

Aditua izan behar da kakofonia horretatik zerbait ulertzeko, eta naski motibatua bozkatzera joateko. Alta hauteskunde hauek inportanteak izanen dira, ez eskualdekoak direlako, baina egun berean eta leku berdintsuetan, Bateraren kontsultak antolatuak izanen direlako.

Eta hitzordu hori, kontsulta hori, ezin huts egina da. Abertzale guziek argi ukan behar dute: ez dugu laster beste holako aukerarik ukanen Ipar Euskal Herriko etorkizun instituzionalaz axolaten girela erakusteko. Ez dugu laster beste holako aukerarik ukanen frogatzeko gure herriaren eraikuntzan parte hartu nahi dugula. Eta horretarako gure parte hartzea masiboa izan beharko da.

Kontsulta bat baino gehiago, herri mobilizazio zabal bat ikusi behar da hor, Ipar Euskal Herriko ezagupen instituzionalaren inguruko eztabaida politikoa saihestu ezina dela ozenki erraiteko. Prefetak goizik ulertua zuen hori: Batera kontsultaren emaitzak adierazpen bat ukanen du. Hala ulertu behar dira igorriak izan dituen bi gutunak. Auzapezei beldurra sortzea eta gizartean kontsulta legez kanpoko dela ideia zabaltzea. Baterak irabazi du lehen zatia. Auzapezak eta hautetsiak ez dira beldurtu. Militanteak ez eta ere. Iparraldeko ehun ta hogeit hamar herrietan antolatzen da herri kontsulta. Ez da gutti. Bes-te nehon ez ikusia naski.

Ez da nehor harrituko, eskualde hauteskunde hauetako parte hartzea ttipia balitz: Iparraldean hobia baldin bada zerbait erran nahiko du ere. Hori dugu segurtatu behar. Eta azkenik, erran gabe doa, "euskal lurralde elkargo baten sortzearen alde zirea?" galderari "bai" bozkatu behar dugu. Nehork ez du "baia" edo "eza"-ren kanpaina sustengatu, denentzat argi baita, naski, Prefetarentzat ere, galdera pausatzeak inplikutzen duela erantzuna.



CETTE SEMAINE

TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

Un deuxième «Vendredi Saint» en Irlande?

● David Lannes

SELON Gerry Adams, le vendredi 5 février, date de la signature des accords de Hillsborough Castle, aura été un deuxième «Vendredi Saint» pour le processus de paix en Irlande du Nord; son compagnon Martin McGuinness, vice-Premier ministre des institutions autonomes, y voit quant à lui «le jour où le processus politique en Irlande du Nord est arrivé à maturité». De l'autre côté de l'échiquier, M. Robinson, leader du DUP et Premier ministre nord irlandais, se réjouit d'un «accord solide». Enfin, le premier ministre britannique Gordon Brown célèbre «la fin de décennies de violences, d'années de négociations, et de semaines d'impasse». Cette belle unanimité fait plaisir à voir, mais au risque de jouer le rabat-joie, je pense qu'elle s'explique davantage par le soulagement des protagonistes d'avoir mené à terme le plus long cycle de négociations de l'histoire du processus de paix que par la certitude d'avoir surmonté le dernier obstacle sur la voie de la normalisation.

Transfert des compétences de police et de justice

Sur le papier, c'est pourtant bien de cela qu'il s'agit. Les accords de Hillsborough Castle prévoient en effet le transfert des compétences en matière de police et de justice de Westminster aux institutions de Stormont. Cela signifierait le succès du «power sharing» à l'irlandaise: un «partage des pouvoirs» entre Catholiques et Protestants qui semblait complètement utopique il n'y a pas si longtemps... Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, et l'implémentation de cette mesure extrêmement controversée ne sera pas chose aisée.

Du côté républicain, les dissidents hurlent à la trahison du Sinn Fein. La police d'Irlande du Nord (PSNI) est en effet l'héritière de la Royal Ulster Constabulary (RUC) considérée par la communauté catholique comme le bras armé des Unionistes. Le Republican Sinn Fein considère par exemple que la PSNI est là «pour maintenir la loi britannique, elle fait partie intégrante des forces de l'Etat britannique», et avertit les Catholiques tentés de rejoindre ses rangs qu'ils «se placent eux-mêmes dans la ligne de tir». Par ailleurs, la destruction du tribunal de Newry par la Real IRA le 22 février permet de se faire une idée de tout le bien que pense cette organisation républicaine du transfert des compétences en matière de justice...

Pour les plus radicaux des loyalistes, c'est le DUP de Peter Robinson (successeur de Ian Paisley à la tête du parti) qui est coupable de haute trahison. Il est en effet impensable pour eux que le «Sinn Fein/IRA» puisse avoir des responsabilités en matière de police. Dirigeant du TUV (Traditional Unionist Voice), une scission du DUP, Jim Allister compte bien surfer sur la vague de mécontentements que pourraient susciter les



accords de Hillsborough Castle chez les Loyalistes. Pour lui, ces accords sont «une victoire cinq à un pour le Sinn Fein. Ils ont une échéance pour les compétences de police et de justice. Secondo, ils ont un droit de veto sur le ministre de la justice. Ils ont un groupe de travail sur le langage irlandais. Les organismes Nord/Sud sont renforcés. Et finalement, il y a un forum parlementaire Nord-Sud plus fort. La seule chose qu'a obtenue le DUP est un droit de regard sur le problème des parades».

La résolution doit être acceptée par un vote

Le compte-rendu footballistique que fait Jim Allister des accords de Hillsborough est outrancier mais à peu près correct, à une chose près: le DUP a conquis le droit de faire arrêter la partie à tout moment. Peter Robinson parle lui-même d'un «dispositif ingénieux». En effet, s'il est bien planifié pour le 12 avril, le transfert des compétences est sujet à conditions. La résolution doit tout d'abord être acceptée par un vote au sein de chaque communauté (Unionistes et Nationalistes). Ce double vote est «la ceinture» du «dispositif ingénieux» de Robinson, lequel est également équipé de «bretelles» (ce sont ses propres termes). Cette deuxième mesure de sécurité est une lettre de démission post-datée remise à son parti. Le DUP se retrouve donc investi du pouvoir de faire s'écrouler les institutions de Stormont s'il estime que le Sinn Fein n'a pas lâché suffisamment dans le dossier des parades orangistes. Bien entendu, la moindre faiblesse du Sinn Fein sur ce thème sensible serait du pain béni pour les dissidents républicains... Et si par malheur le processus devait s'effriter, les conséquences pourraient s'avérer catastrophiques en cas de victoire du conservateur David Cameron aux prochaines élections législatives britanniques. Le dirigeant tory est en effet un unioniste convaincu, qui ne fait pas mystère de vouloir faire rentrer un politicien orangiste dans son cabinet. Cela déstabiliserait alors le fragile équilibre nord irlandais et mettrait le principe du «power sharing» à rude épreuve. Ne serait-ce que pour le soulagement d'éviter ce scénario catastrophe, on pourra donc sabrer le champagne le 12 avril si tout s'est déroulé correctement!

●●● de la pagaille dans la gestion politique du séisme au Chili. Le chiffre annoncé de 800 morts a été ramené, heureusement, à 279. Alors que la Marine venait d'écarter les risques de tsunami, des vagues géantes déferlaient, meurtrières, sur le littoral. Serait-ce un reliquat Pinochiste de manipulation du réel?

●●● et réjoui que, pour la première fois, le régime communiste de Pékin réduise la croissance du budget de l'armée. De + 15,9% par an on est passé, pour 2010, à + 7,5%. Les futurs fusillés de la place Tien-han-Men seront donc exécutés par des pelotons réduits de moitié.

●●● de la découverte d'un «continent de déchets plastiques» de la taille d'une France et demie dans l'Atlantique à 926 km des côtes américaines. Les hommes, avec leurs poubelles, sont incontinents.

●●● que la ville belge de Mouscron ait décidé de remplacer les composteurs par une paire de poules pondeuses qu'elle offre à chacun de ses habitants, car ces volatiles apprécient les déchets de cuisine. Pourquoi deux poules? Une flamande et une wallonne...

●●● de l'irruption au Conseil général des Yvelines d'un commando d'une dizaine de militantes féministes portant la barbe, brandissant une pancarte où l'on pouvait lire «la barbe» et distribuant des tracts:

«contre les sirènes de la parité vous êtes à l'avant-garde et votre résistance vous honore». Il y a de quoi: sur 39 élus, 35 hommes et un exécutif exclusivement masculin. La barbe a ri...

●●● pas tant que ça qu'une quarantaine de policiers aient consulté le fichier judiciaire confidentiel d'Ali Soumaré, candidat PS aux régionales dans le Val d'Oise, alors qu'il n'y avait en cours aucune enquête administrative ou pénale. A l'UMP on a des mœurs très peu policées.



Etes-vous favorable à la création d'une collectivité territoriale Pays Basque ?

Panpi Dirassar, porte-parole de Batera, donne les clefs de la consultation populaire de dimanche 14 mars dans 122 des 159 communes du Pays Basque. Mille militants sur le terrain. Résultats lors d'une soirée à la Bourse du travail de Bayonne.

E NBATA: A quelques jours de la consultation Batera, comment se présente la situation sur l'ensemble d'Iparralde? Panpi Dirassar: La consultation Batera va se dérouler sur 122 des 159 communes du Pays Basque nord, ce qui revient à dire que plus de 90% des

électrices et des électeurs de ce territoire seront concerné(e)s par cet événement. Elle aura lieu le 14 mars, sauf dans huit communes, où pour cause de consultation sur la LGV lors du premier tour des Régionales, elle se déroulera le 21 mars. En termes d'organisation, cela représente la mise en place de 193 bureaux de vote et la mobilisation de plus de 1.000 citoyens pour tenir les permanences. Le week-end dernier, 190 personnes ont participé aux réunions de préparation pour la tenue des bureaux de vote. La consultation c'est aussi la mise en place d'un collectif d'avocats chargé de veiller au bon déroulement de cette consultation. Faut-il rappeler que cette consultation n'est organisée contre personne, c'est avant tout un exercice démocratique et une mobilisation populaire pour faire entendre la voix du Pays Basque et montrer que la reconnaissance institutionnelle de ce territoire reste nécessaire et à l'ordre du jour. Elle n'est que la mise en œuvre d'un droit fondamental: la liberté d'expression. A ce jour il n'existe pas à notre connaissance, d'exemple similaire, d'organisation de consultation citoyenne, à une telle échelle de territoire.

Enb.: Quelles ont été les réactions les plus hostiles d'élus et de l'administration?

P. D.: Tout d'abord il faut souligner que la très grande majorité des élu(e)s va faciliter l'organisation de la consultation: 90 maires et conseils municipaux soutiennent publiquement la consultation Batera, d'autres, l'autorisent sans pour autant la soutenir officiellement. Dans les rares réactions plus hostiles nous avons eu dans un premier temps M. Espilondo, maire d'Anglet, qui souhaitait interdire la tenue de la consultation sur le territoire de sa commune. Se mettant du coup, lui, hors la loi, car ne disposant pas de possibilité légale lui permettant ce type d'interdiction, il s'est depuis, semble-t-il ravisé... Nous avons eu dernièrement, M. Duhart, maire de Saint Jean de Luz, qui sans doute

mieux informé (par les services d'un ministère?), n'a pas osé aller jusqu'à l'interdiction, mais qui sous le prétexte d'un amalgame douteux (l'un des organisateurs luziens est aussi candidat aux élections régionales) va refuser tout prêt de matériel à Batera. A-t-il oublié que lui-même, il n'y a pas si longtemps, soutenait la création d'un département Pays Basque? Et enfin nous avons les courriers du préfet aux maires du département.

Enb.: Pensez vous que les lettres d'intimidation du préfet aient modifié le comportement de certains maires?

P. D.: Oui assurément. Mais pas forcément dans le sens escompté. Ces courriers ont été totalement contreproductifs. Le préfet est sorti de son rôle et de ses prérogatives: sous couvert d'un rappel à la loi, tout à fait légitime par ailleurs, c'est quasiment une lettre de menace que les maires ont reçu, puisque mêmes les éventuelles sanctions, allant jusqu'à la révocation, étaient évoquées sur le courrier. Plusieurs juristes se sont penchés sur le problème et juridiquement, cette consultation, dans le cadre fixé par Batera, est tout à fait possible. Le préfet va trop loin, le préfet est dans l'illégalité. Il a voulu jouer sur la peur mais beaucoup de maires, d'élus, ont jugé ce courrier liberticide et inacceptable. Nous avons obtenu la meilleure et la plus belle des réactions: la consultation sera organisée sur 122 communes d'Iparralde. Il est à noter aussi que dans le deuxième courrier le préfet a «évolué» sur la question puisqu'il reconnaît aux «organisations» que nous sommes toute liberté de recueillir l'avis ou la signature d'habitants sur des motions que nous «promouvons».

Enb.: Le libellé de la question Batera fait-il consensus?

P. D.: L'Assemblée générale de Batera a pris en compte les différentes possibilités envisageables dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales engagée par le Président Sarkozy. Dans ce contexte, la revendication «département Pays Basque», historiquement consensuelle au sein de Batera, pouvait apparaître dépassée, puis-que cette réforme évoque la possibilité de la suppression de la clause de compétence générale des départements. L'utilisation des termes «collectivités territoriales» et la formulation de la question: «Etes-vous favorable à la création d'une collectivité territoriale Pays



Panpi Dirassar et Sauveur Bacho, maire d'Arberatz, président de l'association des élus pour un département Pays Basque

IULEN, MAULETARRA, IKASTOLATIK PASATUTAKO GAZTEA, BILBOKO LEIOA UNIBERTSITATEAN ZIENTZIA POLITIKATAN IKASLE

Mauleko gazteek laster, beren topagunea

Gaur egun Zinkan, elkarte modura kudeatua den ostatuan, biltzen bada ere, Maulen ere Gaztetxe baten lortzeko pausuak emaiten ari da gazte talde bat



Iulen, jeune xuberotar, euskaldun et étudiant en sciences politiques à l'université Leioa de Bilbao, au Bar Zinka de Mauléon.

Il existe différentes phases dans la vie d'associations locales animées par des jeunes.

De la création, au passage du relais entre générations, en passant par leur développement.

Alda ! a rencontré Iulen, de Pitxu, l'association pour un Gaztetxe à Mauléon, qui nous présente la démarche de leur groupe.

Lors de notre rencontre au bar associatif Zinka de Mauléon, Iulen nous explique

que le Gaztetxe précédent, a permis d'offrir à la jeunesse d'ici des soirées qui réunissaient plus de 500 personnes et qui avaient une caractéristique bien appréciée de tous : bonne ambiance, conviviale, etc. alors que les rassemblements des jeunes étaient plus célèbres en Soule pour les nombreuses bagarres qui s'y déroulaient. Ce Gaztetxe avait d'excellents rapports dans le quartier où il se trouvait et il faisait la tournée des maisons environnantes pour discuter avec les gens et tenir au courant les voisins avant les grandes

fêtes... Mais une certaine usure et le manque de relève ont fait que l'association a été dissoute. Comme le dit Iulen, «*depuis quelques années on sent un certain vide sur Mauléon dans ce domaine*».

Début de la transition

Ces derniers temps, des jeunes souletins, sortis pour la plupart de l'ikastola et leurs connaissances et amis des différentes activités (foot, sorties, fêtes de village, etc.) ont décidé d'organiser et de créer quelque chose en tant que jeunes à Mauléon. →

Un lieu qui leur ressemblerait. Pour cela, ils ont essayé de faire revivre l'association Pitxu. Afin de lui donner un existence officielle et publique, pour avoir des relations reconnues avec la société et les institutions, une association a été créée en Collège Solidaire début janvier 2010. Cela permet aux jeunes de Pitxu d'avoir une responsabilité en collectif tant au niveau pratique, qu'au niveau légal ou théorique.

Créer de nouvelles animations

Avant la mise en place de cet outil (l'association Pitxu), le constat des jeunes de Pitxu était le même. *«On sentait que mises à part les fêtes de village en été, il manquait d'animations pour les jeunes durant l'année. Les concerts et soirées thématiques des autres Gaztetxe (Bota, Donapaleu, etc.) nous ont motivé. Cela nous a poussé à nous organiser par nous-mêmes en Soule».* Iulen rajoute que *«le bar associatif Zinka a servi comme un camp de base. Il a permis de créer plus de liens entre jeunes. Nous y avons organisé certaines animations qui permettent d'avoir d'autres occupations que de simplement boire ou consommer. Ainsi des soirées à thèmes aussi simples qu'une soirée poker ou de ping pong ont permis la rencontre de jeunes qui ne se voyaient pas jusqu'à là ou qui ne fréquentaient pas les milieux bas-cophones aussi naturellement.»*

Le besoin d'avoir un Gaztetxe

Ce sont ces différentes initiatives qui ont permis discuter, de se rencontrer entre jeunes et de penser à faire autre chose. *«Petit à petit nous avons pensé qu'un local, «Gaztetxe» pourrait nous permettre d'avoir plus de visibilité, d'être le lieu de rencontre sur Mauléon.»*



Concert de Zarama co-organisé par Pitxu et l'association Pixkanaka en 2009 au Château de Mauléon

Un déclic

C'est en fait la soirée «Zarama» à Mauléon (unique concert en Iparralde de ce groupe mythique reconstitué après 15 ans de silence) et le travail en commun avec l'association Pixkanaka pour cette occasion qui a créé un déclic !



*"Pitxu elkartean erabaki dugu
"Collège Solidaire"
formatoaren bidez
ardura forma koletiboan lantzera
pratikan noski, baina, legearen
arrean ere 18 arduradun ukanez!"*

Le concert a été un succès, le cadre (Château de Mauléon) était exceptionnel pour un concert et offrait une vue surprenante sur les environs.

Pitxu (regroupant les jeunes de Mauléon qui pour beaucoup ont découvert ce que veut dire l'organisation d'une telle soirée) a beaucoup appris de Pixkanaka (qui a une plus grande expérience dans le domaine).

Des outils pour y arriver

Depuis début janvier 2010, donc, Pitxu existe comme une association 1901 avec 18 jeunes qui sont collectivement responsables. Ses objectifs sont : *«la diffusion de différentes formes d'expressions culturelles et la valorisation du patrimoine culturel souletin en recherchant des moyens le permettant».* La moitié des adhérents sont des euskaldun de Mauléon ou de Pagolle.

Ainsi, Pitxu joue le rôle d'un outil ayant pour but de monter un projet (grâce à l'aide de l'association Azia (l'association faisant la promotion de l'implication des jeunes souletins sur leur territoire)) qui permettra aux jeunes de Mauléon d'avoir leur local pour se rencontrer et s'organiser.

Des projets pour 2010

«L'expérience de 2009 nous a motivé pour organiser un nouvel événement dans le même genre qu'un festival... en profitant toujours de ce cadre exceptionnel qu'est le Château de Mauléon. L'idée consiste à sensibiliser la jeunesse sur différents thèmes par la présence de jeux, d'animations, de débats, de jongleurs, cracheurs de feux, dessinateurs, etc.. Bien sûr, la porte d'entrée sera l'euskara et la culture basque... Mais l'idéal sera aussi de faire participer les jeunes d'Iparralde et du Pays Basque qui ne connaissent pas toujours la réalité de la Soule.»



Sur les murs du bar associatif Zinka, lieu de rencontre des jeunes de Pitxu à Mauléon



Beranta

Olagarroa

Ez dakit ez denez Ipar Euskal Herriko folkloreaken zati, baina argi da tenorea ez errespetatzearena, gutarik anitzen berezitasuna dela.

Ez ditut sekula kantaldiak eta manifestazioak tenorez hasten ikusi.

Lehen, jendea berant heldu zelako; biziki berant.

Hala ere, eta beharrik, ohitura txar hori desagertzen ari da, eta jendea tenoreko jiten hasia da holako hitzor-duetara.

Manifestazioetan badugu oraino ikasteko, baina kantaldi, antzerki eta horietan, tenorea aski xuxen errespetatzen da.

Bistan denez, beti badira ekitaldiak tenorez xuxen hasten direla ohartu ez diren batzuk, eta ekitaldia hasi eta denbora frangoren buruan gelan sartzen direnak.

Ez dakit zergatik dugun eritasun hori. Nago batzuek ez ote duten fantesiaz ere egiten, interesatearena egiteko...

Futitua den jendea ere bada, bistan da, eta denbora pasatzen zaie ohar-kabeen.

Beste batzuek nahiago dute pixka bat berant heldu, betiko berantiarrengatik sobera denbora beha egotera behartua izan gabe. "*Besteek berant jin behar badute, zergatik joan behar dut nik tenoreko? Aspertzeko?*".

Baina gauzak aldatu dira, eta tenorea errespetatzen hasi da jendea, zenbait ekitalditan.

Duela zenbait denbora kantaldi batean izan nintzen. Jendea tenoreko han zen. Tenorea jirik, kontzertu gelako atek oraino hetsirik zeuden; eta jendea harrera gelan metatzen eta metatzen. Kontzertuko tenorea ongi pasaturik, eta atek oraino hetsirik eta jendea tinkaturik.

Kasu horretan, antolatzaileak berak ziren publikoaren errespeturik erakutsi ez zutenak.

Zerbait antolatzen denean, publikoa ekarrarazi nahi denean, beldur naiz maiz ez ote den publiko hori bera ahanzten.

□

NATHALIE RIOBE

PAF - Pour une Alternative Féministe

PAF!, l'autre féminisme

Actions originales, soirées, débats

et mixité pour la défense des droits des femmes



Comment et pourquoi est né le PAF ?

Les statistiques alarmantes concernant les femmes (violences sexistes en tout genre, morts liées aux violences conjugales) et le fait que les femmes représentent 80% des travailleurs précaires montrent que le féminisme est plus que nécessaire de nos jours. Le PAF est issu du constat de 3 amies (entre 20 et 30 ans) qui sommes tombées d'accord fin 2008 sur l'importance de se mobiliser pour changer la situation des femmes de nos jours. Pour cela, nous avons choisi de défendre des idées féministes autrement. C'est pour cela que le PAF est né en 2009 et veut par la mixité créer une synergie avec tous ceux qui partagent nos valeurs.

Actions de sensibilisation, soirées et débats de fond sont aussi vos autres caractéristiques...

Pour sensibiliser les gens de notre génération aux idées féministes nous avons fait le choix de l'originalité. Cela passe par l'utilisation de l'humour dans nos actions. En plus de cela chaque action est dans la mesure du possible suivie par une soirée ou une fête permettant d'échanger avec d'autres jeunes qui ne sont pas toujours sensibilisés et conscients de tout ce qui doit et peut être changé pour les femmes.

Deux mots sur vos actions emblématiques ?

En fait, les premières actions que nous avons pu mener depuis la création du PAF, ne sont que quelques exemples (non limitatifs) des nombreux domaines dans les-



Le PAF barbe la mère Patrie

quels nous comptons agir ! Ainsi, lors de la Gay Pride nous avons fait une distribution de tracts puis une soirée pour défendre les droits des lesbiennes. Le 14 juillet dernier c'est la "*mère Patrie*" qui a été barbée à Anglet dans le cadre d'une campagne de La Barbe (www.labarbelabarbe.org) critiquant le rôle symbolique laissé aux femmes et l'absence des femmes dans les milieux les plus influents (via les phénomènes de cooptation, de reproduction, etc. qui y règnent). Enfin, nous avons aussi organisé une soirée Documentaire débat, "*Le Clitoris, ce cher inconnu*"... qui a permis de parler du plaisir au féminin.

Depuis quelques mois, c'est la Marche Mondiale des femmes 2010 qui vous mobilise...

Précarité et travail des femmes, violences faites aux femmes, privatisation de la nature et des services publics, paix et démilitarisation sont les thèmes globaux qui seront traités lors de la marche. Au PAF nous nous sommes senties concernées par ces thèmes et notre participation a été naturelle. Localement au Pays Basque ces thèmes seront déclinés par province : la précarité du travail féminin (Bizkaia), les droits sexuels et de reproduction (Araba), les violences contre les femmes (Nafarroa) et l'autonomie alimentaire (en Iparralde). En cherchant sur le net "2010emakumeenmundumartxa" les détails des animations sont disponibles.

Que vous apporte cette nouvelle expérience ?

Depuis 3 mois un très grand travail de coordination est assuré par un certain nombre d'associations du Pays Basque. Cela nous a permis de connaître "*Bilgune Feminista*" et sa riche expérience. Avec d'autres associations féministes d'Iparralde nous avons participé à plus de 8 réunions de coordination à Donosti. Ces échanges d'idées, d'argumentaires et le travail en groupe sont utiles pour les nouvelles actions du PAF !

□

PAF! : www.pourunealternativefeministe.org

Mobilisation-consultation Batera

Quelques détails liés à l'organisation de la journée du 14 mars

Depuis plus de deux siècles et particulièrement depuis une quinzaine d'années, la question de la reconnaissance institutionnelle du Pays Basque Nord est récurrente. Face au silence, mépris ou refus d'envisager la moindre reconnaissance du gouvernement, Batera organise une mobilisation-consultation ce dimanche 14 mars où les électeurs sont appelés à répondre à la question "Etes-vous favorable à la création d'une collectivité terroritoriale Pays Basque ?"



Dans plus de 120 communes sur les 159 que compte Iparralde voici comment devrait se dérouler la journée du 14 mars (ou pour certaines celle du 21 mars) :

7h30 : Installation du bureau de vote (pour ceux qui ne l'ont pas fait la veille).

8h00 : Ouverture du bureau de vote

8h30 : Appel du responsable de canton pour confirmer l'ouverture des bureaux et le nombre d'électeurs.

9h00 : et toute la journée, récupéra-

tion d'images concernant la mobilisation populaire, les bureaux de vote, l'affichage Batera, etc.

11h00 : Premiers relevés concernant la participation dans les communes remontés au niveau du canton.

17h00 : Nouveau relevé de la partici-

pation envoyé au responsable cantonal.

18h00 : Fermeture et dépouillement.

18h30 : Communication des résultats à la Coordination Batera !

Tous ceux qui veulent donner un coup de main : www.batera.info ou 06 45 98 33 66.



L'Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

LE LIVRE NOIR DU HARCELEMENT



Monsieur Tubiana (Président d'Honneur de la LDH) lors de la présentation du Livre Noir à Bayonne.

En vente 2€ à la Fondation Manu Robles-Arangiz et à la Librairie Elkar (à Bayonne) ou à EHLG (à Ainhice-Mongelos).

«Le livre noir du harcèlement de EHLG par les pouvoirs publics et l'administration», retrace la pression permanente, quasi hebdomadaire qu'EHLG subit depuis sa création.

La version incluant les annexes est aussi en vente à 30€ dans les locaux de la Fondation MRA ou d'EHLG à Ainhice.



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrkia
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



La consultation Batera n'est organisée contre personne, c'est avant tout un exercice démocratique et une mobilisation populaire pour faire entendre la voix du Pays Basque. (...)

Les courriers du préfet ont été totalement contreproductifs.

Le préfet est sorti de son rôle et de ses prérogatives.



Panpi Dirassar entouré des animateurs de Batera, à la tribune d'une assemblée générale de la plateforme

Basque?» prenant en compte ces éventuelles modifications ont été unanimement adoptées lors de cette AG Juridiquement, les collectivités territoriales sont des structures administratives françaises, distinctes de l'administration de l'Etat, qui doivent prendre en charge les intérêts de la population d'un territoire précis: communes, départements, régions, collectivités à statut particulier, collectivités d'outre-mer. Une autonomie est aussi une collectivité territoriale. Le but de cette consultation n'est pas de définir quelle serait la meilleure configuration pour le Pays Basque, mais de montrer, en votant «oui», «non» ou «blanc» à cette question, l'intérêt que nous portons à l'avenir institutionnel de ce territoire et notre volonté à participer à sa construction.

Enb.: Comment rendrez vous public les résultats et analyses de la consultation Batera du 14 mars?

P. D.: Pendant toute la journée du 14 mars une permanence Batera sera assurée à la Bourse du travail à Bayonne (salle prêtée par la municipalité bayonnaise). De plus, trois points «presse» y seront organisés au fil de la journée pour communiquer sur le déroulement de la consultation, la participation, la réaction de la population. A partir de 18h30, les résultats, commune par commune, y seront centralisés et communiqués à la presse lors d'une soirée de type électorale, ou chacun est bien évidemment invité à participer.

N'oublions pas non plus que cette consultation a un coût financier, et qu'afin de soutenir financièrement son organisation une tombola est organisée. Les œuvres de quatre artistes basques, Kepa Akixo Zigor, Gontzalo Etxebarria, Mattin Partarrieu et Irkus Robles, sont mis en jeu. Prix du billet un euro. Tirage au sort le dimanche 21 mars à l'issue de la deuxième journée de consultation. Il est aussi possible de faire des dons en ligne directement sur le site www.batera.info.

Les 121 communes, par canton, où se déroulera la consultation Batera

— Soit 91% des électeurs inscrits —

Canton de Tardets: Alos, Camou-Cihigue, Lacarry, Laguinge, Larrau, Lichans, Licq-Atherey, Ossas, Sauguis, Tardets, Trois-Villes. **Amikuze:** Aicirits, Amendeux, Arberats, Arraute-Charritte, Behasque, Beyrie-sur-Joyeuse, Domezain, Gabat, Garris, Luxe-Sumberraute, Orègue, Orsanco, Pagolle, St-Palais, Uhart-Mixe. **CABAB:** Anglet, Bayonne, Biarritz. **Baigorri:** Aldudes, Anhaux, Ascarat, Baigorri, Banca, Bidarray, Irouleguy, Lasse, Osses, St-Martin-d'Arrosa, Urepel. **La Bastide:** Ayherre, Briscous, Isturits, La Bastide. **Espelette:** Ainhoa, Cambo-les-Bains, Espelette, Itxassou, Louhoussoa, Sare, Souraide. **Garazi:** Ahaxe, Aincille, Ainhice-Mongelos, Arneguy, Behorleguy, Bussunarits, Bustince, Caro, Esterencuby, Gamarthe, Ispoure, Jaxu, Lacarre, Le-

cumberry, Mendive, St-Jean-le-Vieux, St-Jean-Pied-de-Port, St-Michel, Uhart-Cize. **Hasparren:** Bonloc, Hasparren, Macaye, Mendionde, St-Esteben, St-Martin-d'Arberoue. **Hendaye:** Biriatiou, Ciboure, Hendaye, Urrugne. **St-Pierre:** Lahonce, Mouguerre, St-Pierre-d'Irube, Urcuit, Villefranque. **Iholdy:** Arhansus, Bunus, Helette, Iholdy, Irisarry, Juxue, Lantabat, Larceveau, Ostabat, St-Just-Ibarre, Suhescun. **St-Jean-de-Luz:** Ascaïn, Bidart, Guethary, St-Jean-de-Luz. **Mauleon:** Aussurucq, Barcus, Berrogain, Chéraute, Espes-Undurein, Esquiule, Garindein, Gotein, Idaux-Mendy, Mauleon, Moncayolle, Musculdy, Ordiarp, Viodos. **Ustaritz:** Ahetze, Arbonne, Bassussary, Haltsou, Jatxou, Larresore, St-Pée-sur-Nivelle, Ustaritz.

Les maires soutenant la consultation Batera

Canton d'Amikuze: Eneco Guy (Aicirits), Bacho Sauveur (Arberats), Aguerre Arnaud (Gabat), Ladeux François (Garris), Larramendy Bernard (Masparraute), Camou Jean-Michel (Orègue), Bonzon Jean-Marc (Orsanco), Lopepe Gabriel (Pagolle), Loustaudaudine Jean-Jacques (St-Palais), Ithurbide Marie-Pierre (Uhart-Mixe). **Hasparren:** Inchauspe Bernard (Hasparren), Dubois Alain (Macaye), Aphecetche Amédée (Méharin), Betbeder Lucien (Mendionde), Durruty Christian (St-Esteben). **St-Pierre-d'Irube:** Guillemotonia Pettan (Lahonce), Hirigoyen Roland (Mouguerre), Iriart Alain (St-Pierre-d'Irube), Bidegaray Barthélémy (Urcuit), Dufourg Robert (Villefranque). **Mauleon:** Carricaburu Jean (Aussurucq), Baranthol Jean-Marc (Barcus), Mirande Jean-Pierre (Garendein), Erramouspe Roger (Idaux-Mendy), Etchebest Michel (Mauleon), Bercaits Michel (Musculdy), Berrogain Arnaud (Ordiarp), Ayphassorho Sylvain (Roquiague). **Garazi:** Bidart Jean-Paul (Ahaxe), Ocafrain Gilbert (Aincille), Irigoïn Jean-Pierre (Ainhice), Curutchet Gracien (Arneguy), Ibanes-Lerrissa Anne-Marie (Behorleguy), Poydessus Philippe (Bussunarits), Inchauspe Henri (Bustince), Garicoitz Robert (Caro), Loyatho Jean-Baptiste (Gamarthe), Lambert François (Ispoure), Bidondo Jean-Michel (Jaxu), Ybargaray Jean-Claude (Lacarre), Goyeneix Joseph (Lecumberry), Goni Florentin (Mendive), Eyherabide Pierre (St-Jean-le-Vieux), Minondo Ray-

mond (St-Michel), Camou Gabriel (Uhart-Cize). **Ustaritz:** Mialocq Marie-Josée (Arbonne), Carpentier Vincent (Haltsou), Castaing Alain (Jatxou), Bessonart Christine (St-Pée-sur-Nivelle), Lesbats Dominique (Ustaritz). **Baigorri:** Setoain Peio (Aldudes), Etchandy Jacques (Anhaux), Galant Jean-Michel (Ascarat), Ocafrain Mizel (Banca), Berhouet Jean-Bernard (Bidarray), Idiart Michel (Lasse), Arrabit Bernard (Arrosa), Ernaga Michel (Urepel). **Espelette:** Daguerre Henri (Ainhoa), Bru Vincent (Cambo), Florence Gracie (Espelette), Gamoy Roger (Itxassou), Harriet Jean-Pierre (Louhoussoa), Laborde Jean-Baptiste (Sare), Genin Louis (Souraide). **Iholdy:** Arrachou Marc (Arhansus), Ithurralde Eric (Bunus), Etchepare Philippe (Helette), Cachenaud Bernard (Iholdy), Lacoste Xavier (Irisarry), Ondars Yves (Lantabat), Olcomendy Daniel (Ostabat), Etchemendy René (Suhescun). **La Bastide:** Basterretche Jean-Paul (Ayherre), Diratchette Pierre (Briscous), Darritchon Léopold (La Bastide). **Tardets:** Errecarret Anicet (Alçay), Iriart Jean-Pierre (Alos), Aguer Jean-Baptiste (Camou-Cihigue), Boscq Dominique (Lacarry), Gomez Ruben (Laguinge), Uthurriague Sébastien (Larrau), Libibehty Jean-Pierre (Lichans), Atherey Peillen Jean-Marc (Licq), Incagaray Jean-Pierre (Ossas), Arrossagaray Pierre (Sauguis), Villeneuve Arnaud (Tardets), Charo Jean-Pierre (Trois-Villes). **St-Jean-de-Luz:** Laduche Jean-Louis (Ascaïn).



Gérard Boulanger, «Ensemble pour des Régions à gauche» :

Michel Cahen, universitaire, soutien actif de la cause basque, candidat sur la liste «Front de gauche», apporte au débat d'Enbata sur les régionales, la contribution de sa tête de liste Gérard Boulanger, avocat impliqué à la Ligue des droits de l'homme. C'est lui qui mena le long combat pour que Papon soit condamné pour crime de guerre.

QUAND on a lu le Livre noir du harcèlement d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara par les pouvoirs publics et l'administration, on ne peut, d'un point de vue républicain et quelles que soient les opinions que l'on nourrit sur le sujet, qu'être absolument convaincu qu'il s'agit d'un acte de discrimination ethnique: la raison principale de l'acharnement contre EHLG est qu'il s'agit d'une institution basque, pour le Pays Basque. C'est ce que j'ai dit aux radios locales qui m'interviewaient, lors de la chaîne humaine à Bayonne le 6 février dernier, et je maintiens mon propos: une discrimination ethnique, interdite par la Constitution de la République. Le discours très politique du Procureur lors du procès d'EHLG à Pau le 18 février l'a confirmé: il faisait toujours référence au «contexte», à la revendication du «département basque», aux «revendications régionalistes», etc. Nul doute que son esprit chafouin susurrerait: «terroriste».

Il y a un autre aspect dans la campagne de défense d'EHLG. Elle illustre une dimension de la lutte des classes. C'est bien parce que les intérêts des petits paysans de montagne— et ceux-là sont basques— ne correspondaient pas aux intérêts des gros maïscolteurs de l'Adour, qu'il leur a fallu se doter d'un outil que le service public leur refusait injustement. Droits démocratiques, lutte des classes, agriculture soutenable, tout se tient. Si des gens expriment tout cela en se sentant basques, en quoi cela délégitime-t-il leur aspiration? À l'inverse, la République, si elle est démocratique et sociale ne peut être que le vecteur de l'expression des citoyens. Ce n'est pas le «droit à la différence» (qui mène à la différence du droit), c'est le droit à l'égalité qui permet d'exprimer le mieux la diversité humaine dans une logique de progrès.

Cette République démocratique, sociale et écologique, nous ne l'obtiendrons jamais dans un cadre néolibéral, français ou européen. C'est ce qui distingue le Front de Gauche (qui en Aquitaine s'est élargi à de nombreuses personnalités sans parti) de la liste socialiste d'Alain Rousset et de la liste Europe Écologie de Monique de Marco. La première ne rompt en rien avec le néolibéralisme: soutien aux grandes entreprises, productivisme à outrance (LGV, autoroute, port méthanier), encouragement à la concurrence entre universités (appui au plan Campus financé par la privatisation d'EDF...). La seconde est muette sur le fait que le traité de Lisbonne — en faveur duquel nombre des Verts ont voté en 2005— rend tout simplement impossible l'application de la plupart des mesures proposées par leur liste, parce qu'elles remettent en cause la «concurrence libre et non faussée». Si nous gagnons les élections, nous aurons certes le même problème, mais nous, nous lions les tâches régionales à la lutte antilibérale européenne!

À Pau, le procureur a parlé de «département basque» (que cacherait EHLG, etc.). Son information est défailante. Personne n'a jamais

**C'est le droit à l'égalité qui permet d'exprimer le mieux la diversité humaine dans une logique de progrès. (...)
Dans cette vaste recomposition, le mouvement social au Pays Basque devra prendre toute sa place, sans aucun renoncement.**

demandé un «département basque», mais de nombreux habitants réclament un département «Pays Basque». Ce n'est pas la même chose: d'un côté une position ethniciste, de l'autre une proposition républicaine. Je ne me positionnerai pas ici pour ou contre cette dernière. Je ne cache pas qu'au sein du Front de gauche les positions sont fort diverses sur le sujet. Le Front de gauche est favorable au maintien du département comme élément essentiel du maillage territorial par la République et de la démocratie locale. Il est opposé au projet Raffarin qui affaiblit les départements et «métropolitane» les régions à l'image de l'hypertrophie parisienne. Mais être favorable au maintien du principe départemental n'empêche en rien la création de tel ou tel département, la fusion de tel ou tel, la modification des limites de certains autres, si cela est utile pour une meilleure vie en société et souhaité par les personnes concernées. La question du département «Pays Basque» n'est nullement un tabou au Front de gauche.

Pour vaincre Sarkozy, il faut un développement massif du mouvement social dans toute sa diversité. Le Front de gauche est un instrument — certainement insuffisant — pour unir la gauche de transformation sociale et tout le peuple de gauche, afin de détrôner l'hégémonie actuelle de la gauche d'adaptation au capitalisme en crise. Dans cette vaste recomposition dont nous ne percevons que les prémices, le mouvement social au Pays Basque devra prendre toute sa place, sans aucun renoncement.

Gérard Boulanger



Gérard Boulanger



courrier

Réponse à Peio Echeverry-Ainchart (EH Bai)

EN tant que candidat abertzale basque, stricto sensu, sur la liste Europe Ecologie, je me dois de tempérer pour le moins les propos étonnants de Peio Echeverry-Ainchart qui s'évertue à répandre en bloc, dans une de ses déclarations (*Enbata* du 4 mars 2010), que «*la liste Europe Ecologie ne fait entendre aucune des revendications abertzale*». Propos pour le moins bien excessifs et injustes lorsqu'on lit pourtant dans le dépliant bilingue (15.000 exemplaires diffusés) d'Europe Ecologie Pays Basque:

1) Que «*le Conseil régional d'Aquitaine doit poursuivre son engagement en direction de la langue et de l'identité basques*».

2) Qu'il «*faut soutenir l'initiative du collectif Batera*» —Collectivité territoriale du Pays Basque.

3) Qu'elle «*refuse les nouvelles voies inutiles (LGV2) et destructrices du milieu naturel au coût exorbitant*».

4) Qu'elle fait le «*pari de créer 5.000 emplois en Pays Basque*».

5) Qu'elle appuie une «*économie relocalisée (énergies renouvelables, isolation du bâti ancien, circuits courts (AMAP), l'épargne locale (Hemen Herrikoa) etc.)*».

Tout ceci peut paraître insignifiant à la fougue de Peio Echeverry-Ainchart. C'est son droit. Mais de là à occulter de la sorte les apports d'une liste concurrente mais proche, en l'oc-

currence Europe Ecologie, il y a manifestement mauvaise foi et une analyse par trop étriquée des enjeux électoraux réels de ces Régionales. Surtout lorsqu'on fait l'impasse grossière merci pour eux!) du soutien pourtant bien connu et sans ambiguïté, entr'autres, de Gérard Onesta, José Bové, François Alfonsi, eurodéputés Europe Ecologie à la cause basque (processus de paix en Pays Basque, solidarité avec EHLG, etc.) comme aussi celui, incontestable, dans le même sens, de la tête de liste Europe Ecologie dans les Pyrénées-Atlantiques David Grosclaude, abertzale occitan confirmé, ami de longue date des abertzales basques, en general.

Surtout lorsqu'on omet aussi de reconnaître que les voix accordées à EH Bai (comme d'ailleurs au PNB!), sans possibilité aucune d'obtenir, ne serait-ce qu'un seul élu au Conseil régional, iront finalement et en premier lieu, dans le décompte final des voix, à l'avantage des listes régionales des gros partis traditionnels qui, eux, c'est clair, s'embarassent bien peu, hélas! encore, d'abertzalisme basque ou occitan.

Peio Echeverry-Ainchart se devrait, à coup sûr, de mieux maîtriser son jeune sabre en bois comme de mieux moduler ses antennes abertzale sans doute un peu trop courtes...

Manex Pagola

preso

● **Alliance sulfureuse.** Le juge d'instruction de l'Audiencia nacional Eloy Velasco a inculpé début mars six membres des FARC colombiennes et six membres d'ETA pour des actions communes projetées contre des personnalités et des intérêts colombiens et espagnols. Cette collaboration inattendue entre les deux organisations aurait été planifiée dans des camps d'entraînement, certains situés au Vénézuéla, avec l'aide des autorités de ce pays. Colère d'Hugo Chavez, qui parle de «*relents de colonialisme*» de la part de l'Audiencia nacional. Il a même ajouté: «*Avec ce tribunal, Simon Bolivar serait un terroriste*».

● **Les trois en prison.** Le troisième homme arrêté le 28 février en Normandie a été identifié comme étant Jose Lorenzo Ayestaran, 52 ans, natif de Lezo, expulsé en 1984 au Venezuela, et revenu récemment à Bayonne. Le domicile de sa compagne dans cette ville a été perquisitionné, sans résultat. A Cahan, quelques armes et des documents ont été trouvés dans le refuge occupé par les trois membres présumés d'ETA, actuellement incarcérés en région parisienne.

● **Pour apologie de terrorisme.** Après un an d'attente, le juge de Belfast a accordé le 1^{er} mars à l'Espagne l'extradition d'Iñaki de

Juana. A la sortie de ses longues années de prison, il avait lu en public, à Donostia, en août 2008, une lettre considérée par les Espagnols comme une apologie du terrorisme. De Juana, toujours libre, compte faire appel.

C'est également pour apologie du terrorisme qu'Arnaldo Otegi vient d'être condamné le 2 mars par l'Audiencia nacional à deux ans de prison et seize ans de privation de droits civiques. Il avait participé le 9 juillet 2005 à un hommage au preso Jose Maria Sagarduy «*Gatza*». Les quatre co-prévenus sont relaxés. Otegi est déjà emprisonné.

● **Questions sur une manifestation.** Histoire pas banale dans les annales d'ETA. Un membre présumé de l'organisation s'est présenté de lui-même à des policiers français. Suite à l'arrestation le 13 février en Gipuzkoa d'Ibai Beobide, la police espagnole recherchait quatre personnes en fuite. L'une d'elles était Xabier Atristain, Donostiar de 39 ans, non clandestin. C'est lui qui s'est directement rendu à la police de Biarritz, le samedi 6 mars, sans qu'on connaisse les motifs de sa démarche. On suppose qu'un mandat était délivré à son encontre, puisqu'il a été incarcéré à la maison d'arrêt de Seysses, près de Toulouse.

Nazio nortasunaz

Jakes Lafitte

BAI, Frantziako Estatuan hainbeste polemika eta kalapita sortzen dituen arazo honi buruz idatziko dut gaur ere. Sarkozy eta besteek muntatu duten debate famatu hau gero eta antzuago deritzot. Bitartean, ENBATA-ren 2115-garren alean Jean Haritschelhar-ek idatzi «*identité*» artikulua bikaina atxeman dut, bereziki Anne Sinclair-i gertatukoari dagokionez. Hain zuzen ere, Frantziako agintari batzuren ustez, kanpoan sortutako frantses herritarra bi amatxi eta bi aitatxi frantses herritar ukan beharko lituzke bera frantxesa izan ledin. Gaurko Frantzian eta Espainian bere denboran halako ikur edo kriterio bat aurkitu izanagatik behin baino gehiagotan gaitzetsi, iraindu et belzten dute Sabino Arana Goiri. Abertzale gehienok badakigunez, gizarteari zegokionez hain uzkailla eta hil zorian zegoen Euskal Herri batean ulergarria zen Sabino Aranaren jarrera. Gaurko egunetan ezin daiteke esan Frantziara datozen etorkinek Frantziako kultura eta hizkuntza hil zorian jartzen dutela. Alderantziz, Frantziara datorren etorkin lan egiteko eta bizimodu arunt bat eramateko jakin badaki frantsesera ikasi behar duela, bere ama hizkuntza eta kultura, dudarik gabe, ahantzeke. Frantziako estatuan jaiotako etorkinen ondorengoek ezin dute haien ahaideekiko moztu Frantziako gizartean osoki integratzeko; guztiz normala da egoera berean dauden herikideekiko harremanetan sartzea, bide ezkor eta arbuia garri batez frantses batzuk «*communitarisme*» deitzen dutena. (Euskaraz «*elkarkeria*» deitzen ahal duguia?). Ez ote dute frantsesek «*Communauté des Français de l'Etranger*» deitu elkarte bat? Orain nagoen Burundin badaude Flandriako eta Waloniako etxeak, munduko beste leku askotan Euskal Etxeak eta «*Casa de España*» dauden bezalaxe. Bertako agintariak «*communitarisme*» egitea leporatzen ahal diete? Dakidanez eta munduan ikusi dudanez ez da halakorik gertatu. Beste gauza bat bururatu dit Anne Sinclair-i gertatu zitzaionak: sortzez Espainiara da nire emaztea eta duela hogoi ta zortzi urte frantsez herritartasuna lortu zuen eta naski Frantziako pasaportu bat; bost urte guziz arazorik gabe, pasaportu frantsez zaharra erakutsiz, berria lortzen zuen. Bainan 2000-garren urtean, Sarkozy bame ministroa izanik, esan ziguten Baionako suprefeturakoek orain lege berriaren arabera pasaportu berri bat lortzeko Frantziako naziotasuna lortu zelako agiriaren originala erakutsi behar dela. Benetan zentzugabeke-ria! Pertsona batek bost urte ibili bada Frantziako pasaportu batekin, nola ez izan frantses herritarra? Hala ez bada faltsua litzateke pasaportua eta hori nahiko errex egiaztatzen da. Benetan nazioari buruz abertzale euskaldunok daukagun konzeptua askoz garbiago eta kon-

(Suite dernière page)





Crispations

● Jean Haritschelhar

A VRAI dire, comme on le dit en langage courant et compte tenu des élections régionales, on marche sur la tête en France et les crispations ne manquent pas.

Identité: La politique du changement ou encore de la rupture qui caractérise la première partie du quinquennat de Nicolas Sarkozy, le besoin pressant d'innover, s'est manifesté par la création d'un ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration. Il en découle le débat lancé sur "l'identité nationale", débat qui s'est avéré inutile après les dérapages nombreux portant sur l'immigration. Mais, pourquoi organiser un tel débat pendant une période électorale, celle des élections régionales? La France doute-t-elle d'elle-même pour qu'elle puisse s'interroger sur sa propre identité? Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait tout le long du XX^e siècle alors qu'elle a connu des vagues successives d'immigration? Celle des Polonais dans le Nord de la France, celle des Italiens dans le Sud-Ouest, celle des Espagnols et des Portugais; aucune d'entre elles n'a posé de problèmes et l'insertion s'est faite. Il est vrai qu'ils étaient blancs de peau.

La crispation commence avec l'entrée de

l'Afrique, celle des anciennes colonies, celle en provenance du Maghreb ou encore de l'Afrique noire qui, pourtant, réalise le fameux "blanc, black, beur" de l'équipe de football, championne du monde en 1998. Elle se manifeste politiquement avec le Front National qui surfe sur les dangers de l'immigration, l'insécurité qui en découlerait.

Les ghettos sont créés dans les banlieues des grandes villes, la délinquance augmente, la peur s'installe dans les esprits, on parle d'invasion et l'on cite abondamment la fameuse phrase prononcée par Michel Rocard lorsqu'il était premier ministre: "La France ne peut accueillir toute la misère du monde" et l'on omet sciemment de citer la deuxième partie "mais elle doit y prendre sa part". Il se trouve que les nouveaux venus sont en général de confession musulmane et que cette religion est devenue la deuxième en France. Raison de plus pour que puisse être instillé le sentiment d'insécurité et son corollaire répressif, le renvoi au pays d'origine par charters. N'est-il pas venu le temps de poser la question de l'identité? Qui sommes-nous? Que devient la France?

Ali Soumaré: Il est bon de poser la question "qui sommes-nous?" en cette période

“ Devant un tel spectacle de bassesse, de vilénie et d’abjection, on est en droit de poser la question: “Que sont la France et les Français devenus?”

électorale car il n'y a pas à être fier de soi-même étant donné la tournure qu'elle prend. Du débat d'idées qu'elle devait être, elle s'est rabaissée au niveau de l'invective contre l'adversaire, du manque de respect de la personne ainsi qu'on le voit dans l'affaire Ali Soumaré. A ce sujet, je garde en mémoire qu'en 1965 le général de Gaulle, candidat à la présidence de la République, avait refusé catégoriquement de pratiquer la "politique de boules puantes" pour discréditer François Mitterrand et son passé vichyste. Et il avait ajouté à ses conseillers qui lui avaient suggéré de le faire: "Ceux qui les lancent finissent par sentir plus mauvais que ceux qui les reçoivent". Il faut bien le reconnaître, nous en sommes à la période des lanceurs de boules puantes avec, d'un côté comme de l'autre, le rappel de périodes troubles et des erreurs de jeunesse. Evoquer les erreurs de jeunesse d'Ali Soumaré d'un côté et répondre de l'autre par celles de Madelin et de Devedjian ne sont pas des méthodes très honnêtes, elles seraient plutôt déshonorantes pour ceux qui les utilisent.

Devant un tel spectacle de bassesse, de vilénie et d'abjection, on est en droit de poser la question: "Que sont la France et les Français devenus?"

Notre couverture: Panpi Dirassar, élu d'Espelette, porte-parole de la plateforme Batera.

Sur votre agenda

Martxo:

- **Vendredi 12, 21h, HELETA** (Itsasoa, La Mer). Soirée Gutartean: Cabaret TV.
- **Vendredi 12, 21h, UZTARITZE** (salle Gaztelondoa). Projection du film "Kutxidazu bidea Ixabel", sous-titré en français, dans le cadre du mois Euskaraz bai.
- **Samedi 13, à partir de 9h, ANAUZE** (Salle municipale). Journée de stage de danse.
- **Samedi 20, à partir de 10h, BIARRITZE** (11, allée de la Forêt). 2^{ème} édition de l'Ikastola à l'Atabal!
- **Vendredi 26, 18h30, BIARRITZE** (2, rue Darrichon). Assemblée générale ordinaire d'Uda Leku.



Zoe Bray Erakusketa, Donibane Lohitzune, La Rotonde

Nazio nortasunaz

☞ (Suite de la page 11)

kretuagoa da Frantsesena baino. Horren justifikatze bi adibide ematen ditut:

● 1963 *Enbata* alderdia eraikirik izan zelarik honelako hitzak ahoskatu zituen Ximun Haran-ek: "Euskal Herria, geure aberria esistitzen da, bai gazteluetan baita ere baserrietan; horretaz jabetzeko ez dugu urteetan zehar klase luzeak behar izan."

Nik areago esan nuke Emigrazio eta Nazio Nortasunaren Ministeriorik ala eskolako historia programak egiteko dekreturik ez dugula behar.

● Sabino Arana Goiri-ren pentsaketatik sortu zen Agirrereren lehen Euskal Gobernuaren arabera, Euskadiko pasaportua lortzeko baldintza hauxe zen etorkin batentzat: zazpi urte Euskal Herrian bizi eta lan egin. Arrazizta omen zen gobernu batentzat ez zen batere anti-demokratikoa. Benetan halako lege bat Frantziako Estatuan egin balitz, aspalditikan amaituko zen "paperik gabekoen" arazoa. **J. L.**

Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**
Etes-vous favorable à la création d'une collectivité territoriale Pays Basque... 4 et 9
Gérard Boulanger: "Ensemble pour des régions à gauche"..... 10
- **CAHIER N°2 «ALDA!»**..... quatre pages de 5 à 8
- **ENCART:** EITB Bidegurutzan...

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Fax: 05 59 46 11 09

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr